

TRACÉ DE DÉVIATION DE LA RN12 À TIZI-OUZOU

Les opposants s'expriment

Le bras de fer opposant la wilaya via la DTP aux 94 familles d'Azazga sur les terres desquelles est projeté le tracé de la RN12 n'est pas près de connaître son épilogue.

Pour rappel, ces familles, qui ne s'opposent pas dans le fond à ce projet, dont le tracé initial tendant à servir la zone d'activité existe déjà – un itinéraire qui traverse des terrains domaniaux à vocation forestière et de terrains semi-incultes –, sont par contre farouchement opposés à la variante de la DTP qui a abandonné ce tracé au profit d'un autre, synonyme d'un massacre écologique et environnemental, puisque, selon elles, un millier d'oliviers centenaires et 80 ha de terres fertiles feront les frais de ce tracé budgétivore de la DTP qui prévoit, par exemple, un viaduc de 724 m pour un projet de 8,400 km de long estimé à 750 milliards de centimes, selon nos interlocuteurs. Pour justifier leur opposition au projet, les protestataires ont invité les journalistes de six quotidiens nationaux à une visite guidée du site entamée au lieu même de la confrontation avec les engins de l'entreprise de réalisation et les services de sécurité accusés de faire dans l'intimidation et la répression lors du blocage du projet le 26 octobre.

Un endroit où est érigée symboliquement une tente sur laquelle flotte l'emblème national, façon de dire que les manifestants ne sont pas contre les projets de développement nationaux précédés d'études d'impact sérieuses et tenant compte de l'environnement comme l'avait si clairement explicité le président de la République dans l'un de ses



Photo : DR

récents discours où il exhortait les services de l'Etat à la préservation de l'environnement et à l'essor de l'agriculture, notamment l'olivier quand on sait que ce produit coûte à l'importation 13 euros le litre contre seulement 45 euros le baril de pétrole soit, 159 litres ! Cela alors que les plaines d'Imlel produisaient un blé d'excellente qualité et une huile extra vierge et excellente, ajoutent les animateurs du point de presse qui s'interrogent sur les «véritables motivations de la DTP» accusée de désinformation.

Les opposants au tracé insistent pour dire que le wali est mal informé et mal conseillé sur ce dossier, puisqu'on lui aurait fait croire, toujours selon les manifestants, que seuls trois oliviers existent sur tout l'itinéraire du projet !Appelant à la désignation d'un bureau d'études neutre pour arbitrage, les opposants au tracé de la DTP évoquent la deuxième variante qui ne nuit pas, selon eux, à l'environnement avec cet avantage qu'elle traversera des

terrains domaniaux et aboutira à la zone d'activité, mais celle-ci aurait fait l'objet d'une étude laissant apparaître des données tronquées telles qu'une pente de 15° tout comme elle escamoterait un palier important facilitant le trafic pour éviter qu'elle soit retenue. Le tracé retenu, sans étude fiable selon nos interlocuteurs, traverse les parcelles privées avec 70 m de large sans possibilité d'accès aux parcelles morcelées, certaines constituant l'unique bien de ces familles à l'image de celle qui s'est littéralement mis en travers de l'engin de déblaiement.

Le projet, insistent les animateurs de la conférence, fait fi des règles élémentaires des travaux publics en plus de tourner le dos aux procédures administratives de rigueur comme l'enquête commodo-incommodo, l'arrêté de cessibilité, les arrêtés d'utilité publique remis le 8 octobre alors que le projet a débuté en juillet, le cahier des charges non respecté où quatre à cinq variantes devaient être proposées au lieu de deux dont l'une

comporterait de fausses données. Ces familles rappellent qu'elles furent les premières à faire œuvre de nationalisme en offrant sans contrepartie le terrain d'assiette de l'actuelle usine Electro-Industries de plusieurs hectares, ainsi que pour une station de refoulement, la traversée de la haute tension, un tracé pour le gaz, etc.

Autres aberrations relevées par les protestataires : en guise d'évaluation, les propriétaires se sont vu proposer la dédommagement d'une olivier détruit à 4 000 DA (contre 70 000 DA sur l'autoroute Est-Ouest à BBA, d'après eux), l'indemnisation des terres entre 70 DA le m² (le prix d'un sandwich aux pommes de terre) et 250 DA le m² ! En conclusion, les manifestants qui n'écarteront pas la demande d'une commission d'enquête sur les tenants et les aboutissants de cette affaire, ou tout au moins une visite du site par la wali de Tizi-Ouzou, sont déterminés à maintenir leur action pacifique jusqu'à satisfaction de leur revendication.

S. Hammoum

GUELMA

Santé scolaire : des fauteuils dentaires SVP !

Selon l'OMS, les maladies buccodentaires constituent un problème de santé publique ; de par son ampleur et sa gravité, ce fléau mondial occupe la 4<sup>e</sup> place après le paludisme, le Sida et les maladies cardiovasculaires.

Ces pathologies dentaires sont à l'origine de plusieurs maladies graves et chroniques : cardiaques, rénales, oculaires et même articulaires (rhumatisme articulaire aigu). Leur propagation peut être stoppée par la vulgarisation des principes élémentaires de l'hygiène et des soins buccodentaires, dès l'âge précoce. Depuis la mise en place des UDS (unité de dépistage et de suivi) en septembre

1995, la carie dentaire occupe la première place dans les affections dépistées en milieu scolaire et les rapports révèlent que l'incidence de cette affection augmente au fil des années. Les UDS implantées dans les établissements scolaires de la wilaya de Guelma ne disposent pas d'un plateau technique requis en matière de soins buccodentaires, les équipements de certaines unités sont dans un état de vétusté très avancé ; on cite à titre d'exemple l'UDS Mouloud-Feraoun, l'UDS Mohamed-Salah-Zouaoui, de la commune de Guelma et l'UDS du lycée technique de la commune d'Héliopolis qui prennent en charge, chacune, plus de 7 000 élèves tous paliers confondus. Les chirurgiens

dentistes chargés de la santé scolaire estiment que «pour réduire la prévalence de cette pathologie, ces unités de santé de base doivent se doter de fauteuils dentaires fonctionnels». Selon ces praticiens, ces équipements qui sont à la charge du ministère de l'Education nationale doivent répondre aux besoins des structures de santé, permettre d'améliorer la prise en charge des enfants scolarisés et prodiguer des soins aux démunis.

En attendant l'acquisition de ce matériel, les équipes de santé scolaire prescrivent aux élèves le fluor qui, ainsi, reste le seul moyen de prévention de la carie dentaire.

N. Guergour

BORDJ-BOU-ARRÉRIDJ

630 m² d'espace vert et autant de conflits autour

L'histoire du petit espace vert de 630 m² de la cité des 1 044-Logements, transformé illicitement en deux propriétés privées, semble impliquer une grande foule d'intervenants privilégiés qui s'opposent à la simple volonté citoyenne qui lutte depuis 2006 à affecter le «triangle», à sa mission initiale : l'intérêt public. Figurant pourtant sur le plan de masse de la Duch comme espace vert à part entière (documents faisant foi), le terrain a été vendu malgré tout par l'OPGI à deux occupants des 52

villas de la cité contre une somme dérisoire de 147 millions de centimes après avoir attribué à la parcelle en question un statut, sinon un sous-statut de dépotoir, ce qui a encouragé les deux détenteurs du lot à édifier un mur de clôture, faut-il encore le préciser sans autorisation de construction. Cette décision va faire monter la pression d'un cran chez les protestataires, notamment chez l'un d'eux ; un mécanicien endurci qui a vu sa femme quarantenaire enceinte

expirer devant ses yeux, après un avortement forcé parce que n'ayant pas pu supporter de voir son mari et son gosse se bagarrer avec l'un des deux propriétaires, le premier jour du Ramadan 2008. «J'ai perdu la mère de mes enfants et je suis prêt à sacrifier toute ma famille pour que justice soit rendue. Je me heurte depuis 3 ans à un mur en béton au point où j'ai saisi pas plus tard qu'il y a deux semaines le président de la République en personne», s'appliquera-t-il à déclarer. Mais

pourquoi s'adresser au président de la République, quand on sait que le wali avait ordonné la démolition du mur (arrêtés n° 1137 et 1138 du 22/08/08) ainsi que l'institution communale (décision du 24/11/08) et quand on a également l'appui de la DUCH ? «La réponse est très simple, le mur a aussi ses défenseurs que la loi n'inquiète pas», répliquent les représentants de l'association E'Nour qui lutte pour sauvegarder le poumon de la cité.

Saâdène Ammara

SÉTIF

Hammam-Sokhna en pleine expansion à El-Eulma

La wilaya de Sétif a vu un défilé impressionnant de ministres chargés par le chef de l'État d'inaugurer différentes réalisations avant son arrivée. C'est ainsi que la daïra de Hammam-Sokhna a eu le privilège de recevoir, dans la journée de mercredi deux ministres, M. Khaldi, ministre de la Formation professionnelle, et Djamel Ould Abbès, ministre de la Solidarité nationale, venus présider à l'inauguration pour le premier d'un CFPA, premier du genre dans la daïra, d'une contenance de 300 places doté de toutes les infrastructures d'accompagnement et du matériel pédagogique où une multitude de créneaux sont ouverts au profit des jeunes garçons et filles qui n'ont pu continuer leur cursus scolaire (à savoir habit traditionnel H/F, peinture sur tissu, installation sanitaire et gaz, électricité bâtiment, maintenance, engrais agricoles, peinture, vitrier, carreleur et faïencier mosaïste...).

Le centre qui est construit sur plus de 4 hectares comprend aussi des aires de jeu, des terrains de proximité et des espaces verts bien aménagés en plus de toutes les commodités (salle de cours, ateliers, réfectoire, dortoir).

Le ministre n'a pas manqué d'exhorter les jeunes filles et garçons présents sur les lieux à s'impliquer davantage et profiter de la gratuité des moyens de formation en plus d'une bourse et veiller à la préservation du site de toutes dégradations.

Dans l'après-midi, ce fut au tour de M. Ould Abbès d'inaugurer un centre médico-psychopédagogique pour enfants handicapés (120 places), doté lui aussi de toutes les commodités et des infrastructures nécessaires (salles de cours, aires de jeu, dortoir, réfectoires...) le tout dans un cadre enchanteur avec une forêt à proximité du site et les différentes stations balnéaires que compte la ville. Hammam-Sokhna, ces dernières années, a connu une métamorphose digne des grandes villes, surtout depuis l'arrivée de la nouvelle APC conduite par le dynamique président, M. Boudoukha Salah, et est promise à un très bel avenir.

Mostefa Daâfar

SKIKDA

3 ans de prison pour coups et blessures

La cour d'assises de Skikda a condamné un homme, âgé de 31 ans, à 3 ans de prison ferme pour coups et blessures. Sa victime, 37 ans, s'en est sortie avec des blessures à la rate, au colon et au diaphragme, et une incapacité de travail de 40 jours.

Les faits remontent au 25 mars dernier quand, à la cité de Merdj Eddib, la victime, constan-tinoise d'origine et com-mercante de profession, qui roulait sur la voie principale, à bord de son véhicule, en compagnie de l'épouse de son oncle, aperçut le mis en cause qui l'avait injuriée deux jours auparavant.

En voulant se plaindre auprès de ce dernier pour son comportement, mal lui en prit, puisqu'elle reçut trois coups de couteau de son agresseur.

Selon des témoignages, l'arme blanche est restée plantée dans le corps de la victime jusqu'à son arrivée à l'hôpital, où elle y séjournera durant 10 jours. Le repré-sentant du ministère public a requis 8 ans de prison ferme.

Z. Z.